

Herstal / Le conseil adopte une motion en faveur de l'emploi dans le secteur défense

La commune unanime contre le décret sur les licences d'armes

On le sait, les entreprises du secteur de la défense et les syndicats ont beaucoup vitupéré contre l'avant-projet de décret pondu par le gouvernement wallon sur « l'importation, l'exportation et le transfert de produits liés à la défense ».

Jeudi dernier, les élus communaux herstaliens ont unanimement rejoint le concert de protestations en adoptant une motion « en faveur de l'emploi dans le secteur de la défense ». Un secteur très important à Herstal, où de nombreuses sociétés concernées

sont implantées : FN, bien sûr, mais aussi Forges de Zeebrugge ou Techspace Aero, sans compter leurs très nombreux sous-traitants.

Dans la motion, le conseil réaffirme son « soutien aux travailleurs du secteur » mais aussi « demande qu'une concertation étroite soit menée par le gouvernement wallon avec les représentants de l'industrie et ses travailleurs pour adapter l'avant-projet de décret. »

Le MR avait déposé son propre projet de motion mais il a accep-

té de voter celui présenté par la majorité PS-EPH, les deux textes étant fort similaires. « Cette problématique des licences d'armes est complexe mais il faut constater que le décret adopté ne contente personne, explique le bourgmestre (PS) Frédéric Daerden. Pourquoi la Wallonie veut-elle aller plus loin que ce qu'impose l'Union européenne ? C'est, véritablement, se tirer une balle dans le pied par rapport à nos nombreux concurrents européens. »

« L'éthique, c'est très bien mais vouloir laver plus blanc que

blanc nous paraît inconscient », souligne Jennifer Maus au MR. Au PTB, Johan Vandepaer cite Roger Engelen, ancien délégué FGTB à la FN : « Les travailleurs ne choisissent pas ce qu'ils produisent. »

La Ville de Liège avait elle aussi, en début de semaine dernière, adopté une motion invitant le gouvernement wallon à revoir sa copie, mais en termes un peu plus feutrés. À Herstal, clairement, le projet du gouvernement PS-CDH-Écolo déplaît à tous les élus. ■